

ŒUVRES GÉNÉRALES ET AUTRES FRANCOPHONIES

SILVIA RIVA

Nicolas BANCEL, *Le postcolonialisme*, Paris, Humensis (“Que sais-je?”), 2019, 128 pp.

Nicolas BANCEL envisage la notion de *postcolonialisme* en replongeant dans son histoire. Les liens entre passé colonial et contemporanéité sont aujourd’hui l’objet de débats passionnés dans l’espace social et politique français, et devant l’extrême diversité et la nature pluridisciplinaire des *postcolonial studies*, les controverses et les désaccords qui les traversent, l’auteur ne prétend pas à une étude exhaustive. Il propose un point de repère qui aide à “mieux faire connaître” (p. 4) le sujet à un large public – ambition de la collection “Que sais-je?” dans laquelle ce livre apparaît.

BANCEL consacre le premier chapitre (“Généalogie des *postcolonial studies*”, pp. 7-36) à la genèse intellectuelle de la pensée postcoloniale, en revenant sur un paradoxe singulier: si on parle fréquemment d’‘introduction’ en France d’un courant de matrice anglophone, ou bien de ‘découverte’, on oublie les racines se situant chez les penseurs de l’anticolonialisme des années 1950-1960 et chez les philosophes de la déconstruction des années 1960-1970. C’est pourquoi il éclaire les étapes de l’influence et de la réception hors de France des “précurseurs” (p. 7), en particulier de Frantz FANON, Albert MEMMI, Jean-Paul SARTRE, Michel FOUCAULT, Jacques DERRIDA. L’interprétation dans les années 1970 de ces précurseurs francophones par des chercheurs indiens qui donnent vie aux *subaltern studies* contribue ainsi à la formation de quelques-uns des paradigmes fondateurs des *postcolonial studies*, dont l’émergence correspond à la parution de la théorie orientaliste d’Edward SAÏD et aux travaux des départements de littérature comparée aux États-Unis.

Le deuxième chapitre (“Le postcolonialisme”, pp. 37-78) explore ensuite les processus sociaux, politiques et culturels issus de l’hégémonie épistémique de longue durée de l’Occident sur le reste du monde qui structurent l’histoire jusqu’à aujourd’hui. En transgressant la chronologie politique de la décolonisation, BANCEL souligne comment la configuration coloniale, avec les effets qui perdurent après elle, “informe sur la globalisation contemporaine” (p. 39). Le rapport entre his-

toire et mémoire et la relation aux altérités au sein des métropoles comme la France, la Grande Bretagne et les États-Unis sont ainsi problématisés avec des outils et des références interdisciplinaires dans une optique diachronique. Cela amène vers l'investigation des dimensions d'entre-deux psychique et culturel des dominés, un aspect enquêté dans le troisième chapitre ("L'analyse des subjectivités (post)coloniales", pp. 79-99). La complexité des métissages culturels s'opérant tant du côté des sociétés colonisées que des sociétés coloniales, et, au-delà, des métropoles, est l'objet d'une analyse des débats conceptuels qui se sont succédé. Enfin, l'auteur propose l'exemple du sport en Inde et en Algérie, où l'hybridation culturelle engendre une politisation anticoloniale. Au cours du dernier chapitre ("Épilogue", pp. 100-119), BANCEL, de formation historique, reproche une certaine fascination des *postcolonial studies* pour les textes et la réification des catégories qui en résulte, "essentialisation contre-productive et paresseuse" (p. 106) qui empêcherait de rendre compte des situations spécifiques. Les critiques les plus marquantes envers les *postcolonial studies* sont donc explorées, avant d'en aborder les prolongements actuels dans toute une série de *studies* (*globalization, diaspora, gender, race, transnational...*) et l'avenir possible.

Cet ouvrage – dont la parution peut-être un peu tardive témoigne du rapport compliqué de la France envers le sujet – constitue une remarquable synthèse qui remplit pleinement la mission déclarée en ouverture. Il s'agit d'un texte très utile pour qui s'approche pour la première fois au sujet du postcolonialisme; au même temps, il constitue une ressource pour qui le connaît déjà, grâce aux références de bas de page variées et toujours pertinentes. Nicolas BANCEL accompagne le lecteur en faisant parler directement, et en les mentionnant avec respect et rigueur, les théoriciens qui ont pensé le postcolonialisme.

Donato LACIRIGNOLA

Christophe PRÉMAT, *Pour une généalogie critique de la francophonie*, Stockholm, Stockholm University Press, 2018, 274 pp.

Dans *Pour une Généalogie critique de la francophonie*, essai publié en accès libre aux Presses universitaires de Stockholm, Christophe PRÉMAT revient sur l'émergence sociohistorique et politique de la Francophonie institutionnelle, ainsi que sur son évolution des années 1960 à nos jours. Du traité de Niamey à l'élargissement récent de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'auteur revient sur les grandes étapes de cette institutionnalisation progressive et en

présente les acteurs principaux dans le but de proposer une “synthèse critique sur l'évolution de cette organisation géoculturelle multilatérale” (p. IX).

L'auteur part du constat selon lequel il existe une confusion, dans les réflexions et les discours sur le sujet, entre la Francophonie en tant qu'*organisation internationale* et la francophonie en tant que *communauté des locuteurs de français*. Son ouvrage vise à expliciter les origines et les causes de cette confusion, afin de mieux percevoir les rapports de pouvoir qui s'y nouent – d'où l'adjectif “critique” mis en évidence dans le titre. Dans une perspective foucaldienne, l'auteur propose ainsi de focaliser son étude sur les discours portant sur la Francophonie en tant qu'institution. À la méthode foucaldienne (qui néanmoins ne semble pas véritablement suivie au fil du livre) s'ajoute l'approche postcoloniale, qui permet de souligner les contradictions du projet francophone, oscillant constamment entre “un discours francodexe colonial et un discours d'ouverture à l'autre” (p. 180).

Après une introduction assez convenue où l'auteur rappelle notamment l'origine du terme *francophonie* et en explique les différentes déclinaisons, la première partie retrace l'émergence de la Francophonie institutionnelle en se focalisant sur quatre grandes figures: Hamani DIORI, Léopold Sédar SENGHOR, Habib BOURGUIBA et le roi SIHANOUK. Le mérite de l'auteur est de montrer que le processus d'institutionnalisation est initié avant tout par des intellectuels issus de pays anciennement colonisés qui cherchent à nouer des alliances à la fois culturelles et économiques: comme PRÉMAT le précise dans la deuxième partie, la France ne s'y intéressera que dans un deuxième temps, à partir des années 1980, dans le but évident de maintenir son influence en train de décroître sur la scène internationale, mais également afin de briser les velléités panafricanistes des États nouvellement indépendants. Les deux dernières parties de l'essai, plus techniques et relevant davantage de la science politique, analysent les différentes luttes d'influence au sein de la francophonie (entre Québécois et Africains, notamment), et retracent la création de l'ACCT, qui deviendra l'OIF en 2005.

L'ouvrage intéressera les lecteurs qui souhaitent lire une synthèse historique et contextuelle de l'émergence de la Francophonie en tant qu'institution. Précisons néanmoins que la dimension ‘critique’ promise par le titre aurait pu être plus marquée. D'ailleurs, alors que l'auteur regrette initialement que “la plupart des articles et des ouvrages consacrés à la Francophonie restent relativement descriptifs et participent plutôt d'une vision normative” (p. 6), la conclusion de l'ouvrage n'échappe pas à ce reproche. L'auteur y livre en effet un plaidoyer passionné pour une francophonie plus ‘politisée’, plus engagée dans les questions internationales: la dernière phrase du livre demande ainsi “un approfondissement de l'OIF, qui gagnerait à se

recentrer sur la manière de soutenir un développement culturel possible dans les zones francophones” (p. 181).

Julien JEUNETTE

J.M.G. LE CLÉZIO (dir.), *Francophonie. Pour l'amour d'une langue*, Bruxelles, Nevicata, 2020, 104 pp.

Préfacé par la Secrétaire générale de l'OIF, Louise MUSHIKIWABO, ce petit livre (consulté en version kindle) contient une série de textes et d'entretiens centrés autour de la langue française et de la relation que les écrivains francophones entretiennent avec celle-ci. Le premier texte (“Pour l'amour d'une langue”) est signé J.M.G. LE CLÉZIO. L'écrivain retrace, de manière autobiographique, son rapport au français, à l'identité et à la notion de francophonie. Il dit d'abord sa méfiance envers cette dernière, et rappelle (à l'instar des auteurs suivants) son origine violente: elle existe avant tout parce que le français fut la langue de la colonisation. Ce n'est pas une langue innocente – néanmoins, et presque sans transition, l'écrivain avance que l'amour de la langue française “est une grande chance, et aussi une nécessité”. Il va plus loin encore, et adresse aux lecteurs, d'une manière que l'on ne peut que qualifier d'angélique, l'injonction suivante: “Il faut que l'amour de cette langue, inventée à chaque instant par ceux qui la parlent et l'écrivent, devienne le lieu des responsabilités mutuelles, et de la quête du bonheur”. Comme toute langue “de culture”, le français peut aussi être langue de bois...

Le texte suivant (“Nous parlons tous plusieurs français”) est un entretien avec la philosophe Barbara CASSIN, académicienne, helléniste et spécialiste de la traduction. Elle y répond aux questions d'un interrogateur non identifié et insiste sur la pluralité de la langue française, en constante transformation: au sujet de la francophonie, elle affirme que l'Afrique “sauvera et infléchira la Francophonie dans le monde”. Elle refuse ainsi toute idée essentialiste de la langue, qui voudrait par exemple que le français soit en tant que tel porteur de valeurs universelles. Et contrairement à la plupart des défenseurs de la francophonie, CASSIN dit la nécessité du ‘globish’ dans le monde, en tant que moyen de communication certes basique, mais utile. Dans l'entretien suivant (“La langue française dépasse les identités”), l'écrivaine franco-tunisienne Fawzia ZOUARI répond aux questions parfois laborieuses et insistantes de l'interrogateur qui semble attendre des

réponses bien déterminées – la demande “vous ne vous sentez donc pas coupable d’écrire en français?” revient à plusieurs reprises dans le recueil. Tout se passe comme si, pour les francophones d’Afrique, le choix du français relevait nécessairement d’une trahison, ce que nie formellement, et à plusieurs reprises, Fawzia ZOUARI.

Rithy PANH (“Le français m’a permis de dissiper le brouillard de ma mémoire”), le cinéaste cambodgien, relate quant à lui sa difficulté à retrouver le cambodgien après des années d’absence, et considère le français comme une “langue refuge” qui lui a permis de survivre et de créer après les massacres des Khmers rouges. Dans l’entretien suivant (“Écrire en français, c’est s’approprié des siècles de métissage”), l’écrivain et éditeur belgo-rwandais Dorcy RUGAMBA évoque la situation linguistique au Rwanda, véritable carrefour des langues, où le français côtoie notamment le kinyarwanda. En tant que langue de création, il emploie les deux langues, selon l’audience à laquelle il s’adresse, mais affirme que le français lui permet d’être plus libre, car le kinyarwanda comporte une “charge morale” plus importante. Dans le dernier entretien (“Je vote Hugo pour le français, Baudelaire pour l’esprit de la langue française”), le Camerounais Simon NJAMI critique l’OIF dans la mesure où elle instrumentalise la langue à des fins politiques: selon lui, le français est une langue vivante qui doit être transformée, corrigée, et ce qui importe avant tout n’est pas la langue elle-même, mais la pensée qu’elle véhicule.

Il nous semble que ce recueil paru aux éditions Nevicata est surtout digne d’intérêt pour saisir les valeurs et le pouvoir que certains artistes et écrivains attribuent encore à la langue française, considérée comme être à part entière.

Julien JEUNETTE

Aïssa MAÏGA (dir.), *Noir n’est pas mon métier*, Paris, Seuil, 2018, 128 pp.

Stéréotypes, clichés et fantasmes autour de l’altérité en France. Voilà la toile de fond de cet ouvrage collectif où seize actrices françaises partagent leurs expériences des discriminations dont les femmes noires et métisses sont victimes sur la scène et à l’écran, reflets culturels d’un regard à la fois sexiste et raciste, colonial.

Créé sur une idée d’Aïssa MAÏGA et présenté comme un “livre-manifeste” (p. 12) souhaitant provoquer et alimenter le débat, il se compose – par ordre alphabétique – de témoignages aux titres très

poétiques et évocateurs, d'une qualité littéraire inattendue, sous la plume de Nadège BEAUSSON-DIAGNE ("Vous allez bien ensemble avec la bamboula", pp. 13-22), Mata GABIN ("Balancetonpoulpe", pp. 23-32), Maïmouna GUEYE ("Bambi", pp. 33-38), Eye HAÏDARA ("Quand serons-nous banales?", pp. 39-42), Rachel KHAN ("Sans entendre aucun bruit", pp. 43-56), Sara MARTINS ("Ces limites que les autres ont tracées pour moi", pp. 65-70), Marie-Philomène NGA ("Des mamas en boubous", pp. 71-76), Sabine PAKORA ("L'imaginaire colonial", pp. 77-82), Firmine RICHARD ("Une héroïne positive", pp. 83-86), Sonia ROLLAND ("Pas assez africaine ou trop foncée", pp. 87-90), Magaajyia SILBERFELD ("Paris-Los Angeles", pp. 91-94), Shirley SOUAGNON ("En rire...", pp. 95-100), Assa SYLLA ("Soulever l'espoir", pp. 101-104), Karidja TOURÉ ("Un rêve de cinéma", pp. 105-110), France ZOBDA ("Nous raconter librement", pp. 111-116) et bien sûr d'Aïssa MAÏGA ("Expulsée", pp. 57-64), qui signe aussi le prologue ("Noire n'est pas mon métier", pp. 7-12).

Différentes par leurs âges, origines, milieux sociaux et parcours professionnels, ces actrices "retracent les contours singuliers, exemplaires, parfois douloureux, inspirants, drôles ou émouvants, de leurs expériences" (p. 12), ce qui dévoile un imaginaire collectif encore empreint de clichés hérités d'un passé qui n'est pas passé. La particularité de cet ouvrage, au-delà de la singularité propre à chacun des témoignages, réside dans la choralité des voix qui mettent en lumière les vécus communs des contributrices, à l'image des individualités enfermées dans un corps noir (plus ou moins pigmenté) généralisé, "absorption inconsciente d'une norme, d'une histoire coloniale qui façonne toujours [les] esprits" (p. 10). De Nadège BEAUSSON-DIAGNE, "une vraie Afro-Armoricaine" (p. 13), s'interrogeant sur la banalisation du racisme qui découle des blagues qui lui sont souvent adressées 'seulement pour rire', à Mata GABIN à qui on demande à chaque fois quelles sont ses origines à cause d'une certaine "présomption de non-appartenance à la France" (p. 27), alors que dans les mots de Sabine PAKORA cette "réification acharnée" (p. 77) s'avère clairement inappropriée, en passant par Maïmouna GUEYE régulièrement réduite à figure d'un corps érotisé, tout comme Marie-Philomène NGA, qui raconte comment une fois elle a été habillée à la façon des filles travaillant sur le boulevard Barbès, "représentatives de toutes les femmes africaines" (p. 72).

Les questions soulevées se rejoignent donc, soulignant les vexations et les humiliations lors de castings ou à l'occasion des événements sociaux, les harcèlements sexuels vers des femmes souvent prises pour des gazelles qui excitent les lions de la savane parisienne. Ce qui émerge est un racisme à la française, un racisme ordinaire qui fait croire que la femme noire ne porte que de boubous, qu'elle ne parle français qu'avec un fort accent 'africain', ne peut jouer que des rôles

subalternes de ‘maman’ ou de ‘tantine’, sinon de ‘pute’, habite une HLM avec un fils délinquant. C’est là l’expression d’une couleur, un être noir, métisse, avant même d’être soi. Cela résonne, entre autres, dans les mots de Racel KHAN: “je culpabilise d’avoir oublié que ma peau raconte que je ne suis pas d’ici, que je suis une autre que je ne connais pas” (p. 49). Et pourtant, malgré le risque d’une perte de confiance en soi et d’une tendance au renoncement, les contributrices ne s’abandonnent pas à un sentiment de victimisation. Au contraire, elles accentuent une appartenance nourrie d’influences plurielles, assurément françaises, “une sorte de tout-monde un peu désordonné” (p. 59). Elles déclarent leur volonté d’éduquer encore et toujours, de déconditionner l’inconscient collectif des constructions qui ne sont pas neutres, de forcer tout le monde à les voir, elles et tout ce qui les constitue, pas seulement leur “enveloppe colorée” (p. 66). En souhaitant le développement d’un regard critique sur les rapports de domination, elles cherchent ainsi de proposer d’autres images qui transcendent les clivages sociaux et raciaux habituels à profit d’une identité “afropéenne” (p. 81).

Donnant voix à seize femmes, noires, actrices réduites au silence par une attitude, à la fois sinistrement inconsciente, dont le cinéma et le théâtre n’arrivent pas à s’affranchir, ce livre ambitieux et “utopique” (p. 115) aborde la question de la diversité en France d’un angle différent: “Noir n’est pas un rôle. Noire n’est pas un métier non plus” (p. 54). Ce livre est un remède pour une société contaminée.

Donato LACIRIGNOLA

Françoise VERGÈS, *Un féminisme décolonial*, Paris, La Fabrique, 2019, 142 pp.

Politologue et activiste militante, Françoise VERGÈS nous consigne un essai dans lequel elle revient sur l’urgence de théoriser et pratiquer un féminisme “ayant pour objectif la destruction du racisme, du capitalisme et de l’impérialisme” (p. 12): un féminisme *décolonial*. Le discours de VERGÈS se situe donc dans la continuité des ouvrages critiques des féministes du Sud global et de leurs alliées au Nord contre un féminisme qu’elle appelle *civilisationnel*, car ce dernier a entrepris la mission d’imposer “une pensée unique” (p. 12) qui contribue à la

perpétuation d'une domination de genre, de race, de classe encore vivace et légitimée, issue du colonialisme.

Dès lors, le raisonnement s'articule au cours de deux chapitres, l'un consacré aux enjeux épistémiques et politiques du féminisme décolonial ("Définir un camp: le féminisme décolonial", pp. 11-66), l'autre à la formation historique du féminisme civilisationnel ("L'évolution vers un féminisme civilisationnel", pp. 67-127). Pourtant, ces deux parties de l'ouvrage sont tellement liées que les questions abordées par l'autrice se superposent et s'interpénètrent. Au cœur de l'analyse de VERGÈS émerge la volonté de contester l'ordre du savoir imposé par l'Occident pour réclamer l'égalité entre des savoirs différents et donc promouvoir "une lutte pour la justice épistémique" (p. 24). Le féminisme décolonial doit se servir d'une analyse *multidimensionnelle* de l'oppression, qui prend en compte la totalité des rapports de pouvoir, de manière à penser ensemble éléments concrets et subjectifs "pour mettre au jour un écosystème politique, économique, culturel et social" (p. 36) de l'exploitation et des discriminations.

C'est ainsi que le féminisme "blanc" se prétendant universel est taché d'une "fausse innocence" (p. 18), et VERGÈS tient à clarifier qu'"il n'est pas 'blanc' tout bêtement parce que des femmes blanches l'adoptent mais parce qu'il se réclame d'une partie du monde, l'Europe, celle qui s'est construite sur un partage racisé du monde" (p. 32). Par là la nécessité de retourner sur la généalogie du féminisme européen, contenu dans l'espace d'une modernité qui ne prend jamais en compte le fait qu'il se fonde sur le déni du rôle de l'esclavage, du colonialisme et de l'impérialisme dans sa propre formation. VERGÈS réécrit donc l'histoire du féminisme, ce qui à ses yeux est "un enjeu central pour le féminisme décolonial" (p. 29), en partant des crimes de la colonie. Cela justifie une réappropriation des théories et des pratiques féministes qui s'ancre dans la conscience d'une oppression produite par la matrice État, patriarcat et capital capable de "fabrique[r] la catégorie 'femmes' pour légitimer des politiques de reproduction et d'assignation toutes deux racialisées" (p. 39). L'autrice retrace ainsi les étapes qui ont mené le féminisme radical des années 1960 à subir un processus, souhaité par les féministes-mêmes, d'assimilation et d'institutionnalisation au sein de l'ordre néo-libéral: les droits des femmes sont ainsi "peu à peu vidés de leur portée politique" (p. 60), et les requêtes d'égalité sont réduites "à la demande de partage 50/50 des privilèges accordés aux hommes blancs par la suprématie blanche" (p. 22). En ce sens, VERGÈS emploie le terme de *fémonationalisme* pour souligner la volonté des féministes qui sont l'objet du "blanchiment" (p. 94) d'intégrer dans leur monde les femmes racisées.

Face aux débats qui traversent la société aujourd'hui, où racisme, islamophobie et négrophobie s'insinuent dans les consciences et sont symptomatiques d'un discours qui s'apparente à une structure, ce

livre déconstruit un féminisme pensé par et pour les femmes occidentales. Françoise VERGÈS insiste sur l'exigence de se mettre à l'écoute de la manière dont les femmes racisées élaborent et développent leurs luttes, de revenir à un militantisme qui soit, sinon décolonial, au moins décolonisé. Elle nous raconte une autre histoire du féminisme.

Donato LACIRIGNOLA